



## CHAPITRE 82

## CHAPTER 82

Loi modifiant la charte de la ville LaSalle      An Act to amend the charter of the town of LaSalle

[Sanctionnée le 18 décembre 1952]

[Assented to, the 18th of December, 1952]

Préambule.

**A**TTENDU que la ville LaSalle a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 2 George V, chapitre 73 et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 233,  
a. 128,  
am. pour  
la ville.

**1.** L'article 128 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 60, est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe *a* du paragraphe 1<sup>o</sup>, le paragraphe suivant:

Conjoint.

"*aa*) Le conjoint de toute personne inscrite sur le rôle d'évaluation en vigueur, comme propriétaire de biens-fonds dans la municipalité d'une valeur de deux cents dollars ou au-dessus."

S.R.,  
c. 233,  
a. 135,  
rempl.  
pour la  
ville.

**2.** L'article 135 de la Loi des cités et villes, déjà remplacé, pour la ville, par l'article 1 de la loi 12 George V, chapitre 112, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Époque  
de la con-  
fection.

"**135.** Avant le premier février, dans l'année où une élection générale a lieu, le greffier dresse ou fait dresser sous sa

Preamble.

**W**HEREAS the town of LaSalle has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 2 George V, chapter 73, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

R.S.,  
c. 233,  
s. 128,  
am. for  
town.

**1.** Section 128 of the Cities and Towns Act, amended by section 2 of the act 13 George VI, chapter 60, is amended, for the town, by adding after paragraph *a* of subsection 1, the following paragraph:

Consort

"*aa*. The consort of every person entered on the valuation roll in force, as owner of immoveable property in the municipality, of the value of two hundred dollars or more."

R.S.,  
c. 233,  
s. 135,  
replaced  
for town.

**2.** Section 135 of the Cities and Towns Act, already replaced, for the town, by section 1 of the act 12 George V, chapter 112, is again replaced, for the town, by the following:

Time of  
prepara-  
tion.

"**135.** Prior to the first of February in the year in which a general election is held, the clerk shall prepare or cause to be

direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

S.R.,  
c. 233,  
a. 428,  
am. pour  
la ville.

Attroupe-  
ments,  
etc.

**3.** Le paragraphe 4° de l'article 428 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"4° Pour prohiber, empêcher et supprimer les attroupements, pique-niques, rixes, troubles, réunions désordonnées et tous spectacles ou amusements brutaux ou dépravés;"

S.R.,  
c. 233,  
a. 428,  
am. pour  
la ville.

Bain, etc.

**4.** Le paragraphe 7° de l'article 428 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"7° Pour prohiber le bain, la natation, l'usage des plages publiques et la location d'embarcations dans les eaux comprises dans les limites de la municipalité ou dans sa juridiction pour les fins de sécurité, d'hygiène et de police; les régler; les permettre sur licence, aux conditions jugées convenables."

S.R.,  
c. 233,  
a. 526,  
remp.  
pour la  
ville.

**5.** L'article 526 de la Loi des cités et villes, déjà remplacé, pour la ville, par l'article 20 de la loi 2 George V, chapitre 73, est de nouveau remplacé par le suivant:

Commer-  
ces, etc.

**"526.** Le conseil peut déterminer, imposer et prélever certains droits ou taxes annuels sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit ou d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la ville. Ces droits ou taxes peuvent, à la discrétion du conseil, être imposés à une somme fixe sur tous les genres ou sur certains genres d'occupations sujets à tels droits ou taxes; ou à une somme proportionnée à la valeur annuelle cotisée de l'immeuble ou de toute partie d'icelui, occupée pour leur exercice ou exploitation, ou imposée sous les deux formes à la fois et peuvent être différents ou plus élevés pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la ville que pour

prepared under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electors' list."

R.S.,  
c. 233,  
s. 428,  
am. for  
town.

**3.** Paragraph 4 of section 428 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

"4. To prohibit, prevent and suppress noisy gatherings, picnics, affrays, disturbances, disorderly assemblies, and all brutal or depraving exhibitions;"

Gather-  
ings, etc.

R.S.,  
c. 233,  
s. 428,  
am. for  
town.

**4.** Paragraph 7 of section 428 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

"7. To prohibit bathing, swimming, the use of public beaches and the renting of boats in the waters comprised within the limits of the municipality or under its jurisdiction for safety, health and police purposes; and to regulate or license the same on conditions deemed suitable."

Bathing,  
etc.

R.S.,  
c. 233,  
s. 526,  
replaced  
for town.

**5.** Section 526 of the Cities and Towns Act, already replaced, for the town, by section 20 of the act 2 George V, chapter 73, is again replaced by the following:

**"526.** The council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial occupations, arts, professions, callings or means of earnings a profit or livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms or corporations in the town. Such dues or taxes may, in the discretion of the council, be imposed at a fixed rate upon all kinds or upon certain kinds of occupations subject to such dues or taxes or at a sum proportionate to the annual assessed value of the immoveable property or of any part thereof, occupied for the exercise or working of such occupation or may be imposed under both forms at the same time, and may be different or higher for persons who have not resided in the municipality for twelve months than for

Trades,  
etc.

celles qui y résident, pourvu, toutefois, que dans aucun cas, la somme fixée n'excède deux cents dollars et que la somme proportionnée à la valeur annuelle de l'immeuble occupé pour leur exercice ou exploitation n'excède dix pour cent de cette valeur.

Limite. Cependant, la ville ne pourra, sous cette dernière forme, prélever un montant excédant deux mille dollars par année."

S.R.,  
c. 233,  
a. 526a,  
rempl.  
pour la  
ville.

6. L'article 526a de la Loi des cités et villes, édicté, pour la ville, par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 88, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Cirques,  
etc.

"526a. Le conseil peut déterminer, imposer et prélever sur les cirques, ménageries, exhibitions d'objets de curiosité, spectacles et amusements ambulants et autres représentations publiques, exhibés ou exploités temporairement dans la ville, des droits ou taxes, jour par jour, qui pourront s'élever jusqu'à cinq cents dollars pour le premier jour d'exhibition ou d'opération et jusqu'à trois cents dollars, pour chaque jour subséquent."

S.R.,  
c. 233,  
a. 526b,  
aj. pour  
la ville.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 526a, le suivant:

Heures de  
fermeture.

"526b. Nonobstant toute loi ou règlement à ce contraire, toute personne, ou société ou compagnie qui exerce en même temps, dans un même magasin ou local, plusieurs commerces, occupations ou métiers dont les heures de fermeture, en vertu de la loi ou des règlements, ne sont pas identiques, doit fermer complètement son établissement et n'exercer aucun commerce, occupation ou métier dans son dit local ou magasin, dès qu'il est prohibé de le faire pour un seul desdits commerces, occupations ou métiers."

Entrée en  
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

persons resident therein, provided, however, that in no such case shall the sum fixed exceed two hundred dollars and the sum proportionate to the annual value of the immoveable occupied for such occupation or working shall not exceed ten per cent of such value.

Nevertheless the town may not, under this last mode, levy an amount exceeding two thousand dollars per annum."

6. Section 526a of the Cities and Towns Act, enacted, for the town, by section 4 of the act 9 George VI, chapter 88, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 526a,  
replaced  
for town.

"526a. The council may establish, impose and levy, day by day, on circuses, menageries, exhibitions of objects of curiosity, shows and travelling amusements and other public performances, exhibited or temporarily operated in the town, dues or taxes up to five hundred dollars for the first day of exhibition or operation and three hundred dollars for each subsequent day."

Circuses,  
etc.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 526a, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 526b,  
added  
for town.

"526b. Notwithstanding any law or by-law to the contrary, every person or firm or company carrying on at the same time, in the same store or premises, several trades, occupations or callings, the closing hours for which, under the law or by-laws, are not identical, must close his establishment completely and carry on no trade, occupation or calling therein as soon as the carrying on of one of the said trades, occupations and callings is prohibited."

Closing  
hours.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.